

**ADELA NAVARRO
BELLO**

MEXIQUE

Ceci est un extrait de la publication

"#JOURNALISTSTOO - LES FEMMES JOURNALISTES PRENNENT LA PAROLE",

publiée ici: [LINK](#)

LES RÉSEAUX DU HARCÈLEMENT

Il pleuvait ce jour-là, je m'en souviens parfaitement. Le 18 janvier 2010, la première fois que j'ai su que j'avais été prise pour cible. Un responsable du Département de la sécurité du territoire des États-Unis a appelé à mon bureau pour me parler d'écoutes téléphoniques réalisées par la Drug Enforcement Administration (DEA). Un baron de la drogue vivant à Tijuana, au Mexique, avait donné l'ordre de me faire tuer.

Je n'étais pas la seule à être menacée. Rosario Mosso Castro, rédactrice en chef de ZETA, figurait également sur la liste des personnes à abattre. Pendant les trois mois qui ont suivi, nous avons dû vivre notre vie et exercer notre profession de journaliste sous l'escorte de sept officiers de l'armée mexicaine. Les tueurs à gages chargés de nous tuer ont fini par être arrêtés, mais n'ont jamais été jugés pour avoir eu l'intention de nous assassiner.

Je ne me souviens pas de la première fois où j'ai été la cible de harcèlement sexuel simplement parce que j'étais une femme et que je faisais du journalisme d'investigation dans l'un des pays les plus dangereux au monde pour

notre profession. En revanche, je me rappelle la chaleur oppressante que j'ai ressentie dans ma poitrine, en 2014, quand j'ai commencé à lire un courriel diffamatoire. Il était rempli d'insultes sexuelles offensantes à l'encontre de la femme que je suis. Il s'agissait d'un autre type d'attaque, mais le but était le même : me détruire en essayant de discréditer ma personne et le journal pour lequel je travaille.

Depuis 2006, je suis Directrice générale de *ZETA Weekly* à Tijuana, au Mexique. En 1994, j'ai été la première femme à intégrer l'équipe de rédaction dirigée par Jesús Blancornelas, journaliste et fondateur de ce journal. En 2006, je suis devenue la première femme nommée Directrice générale d'un organe de presse écrite dans la région mexicaine de Basse-Californie, ainsi que la première femme à diriger un hebdomadaire spécialisé dans le journalisme d'investigation sur des sujets tels que la corruption du gouvernement, le trafic de drogue, les cartels de la drogue et le crime organisé.

Les attaques par courriel se sont multipliées. En 2015, des journalistes locaux se sont vu proposer de l'argent pour publier le contenu du message que j'avais reçu l'année précédente, et qui avait été envoyé à de nombreuses autres personnes. Dix mille dollars s'ils le publiaient, et une somme supplémentaire s'ils le faisaient suivre par e-mail ou par SMS. Pour que plus de gens le lisent. De véritables ordures.

Ils me traitaient de salope. Disaient que ma vie personnelle était liée aux informations que je publiais. M'accusaient d'avoir reçu des enveloppes d'argent des mains d'un fonctionnaire. Associaient mon nom et celui d'un membre de

ma famille à divers crimes. Et rappelaient systématiquement que j'étais la Directrice générale du magazine *ZETA TIJUANA magazine*.

**MALGRÉ LA DOULEUR,
LA HONTE ET LA
FRUSTRATION QUE JE
RESSENTAIS FACE À
HARCÈLEMENT,**

**CELA NE M'A
PAS ARRÊTÉ.**

J'ai continué de faire ce pour quoi je suis reconnue, le journalisme d'investigation, et d'assurer la direction d'une équipe de journalistes professionnels déterminés à dénoncer la corruption au sein des autorités régionales. Grâce à nos enquêtes et à celles d'autres journalistes, nous avons découvert qu'un membre de ce gouvernement était à l'origine de ces attaques et de cette campagne de dénigrement.

En 2016, le harcèlement a pris une nouvelle forme avec les réseaux sociaux. Un site Internet et une page fan Facebook ont été créés dans le seul but de continuer de m'attaquer avec des mensonges, qui étaient pour la plupart d'ordre sexuel et mentionnaient toujours le nom du magazine *ZETA idem*. Ils ont même utilisé une

photo que j'avais publiée sur mon profil Facebook personnel, en essayant de la copier pour diffuser cette campagne de dénigrement. Ces tactiques et stratégies ont été conçues par des spécialistes des réseaux sociaux. Avec l'aide de professionnels, notamment de la police d'État chargée de la cybercriminalité, nous avons réussi à découvrir où et quand le site et le faux profil avaient été créés.

J'ai essayé à de très nombreuses reprises de parler au personnel de Facebook. J'ai d'abord utilisé les options d'aide et de soutien proposées sur le site pour mettre fin au harcèlement, puis j'ai adressé mes demandes directement aux bureaux de l'entreprise à Mexico. Mais même à ce moment-là, alors que les responsables avaient été contactés, on m'a répondu que Facebook ne pouvait pas supprimer les pages utilisées pour m'attaquer, que c'était trop "compliqué". Chaque jour, de plus en plus de personnes voyaient ces publications.

Puisqu'il était impossible de porter plainte pour diffamation et calomnie, les coupables étant restés anonymes, un avocat qui me représentait a demandé au gouvernement d'intervenir. Rien ne s'est passé, et le harcèlement a continué.

Puis, ceux qui étaient derrière toutes ces attaques ont commis une erreur. Ils ont commencé à s'en prendre à une autre journaliste, une autre femme. Alors nous avons uni nos forces. Nous avons sollicité le soutien de nos collègues, organisé une réunion et réussi à mobiliser plus de 120 journalistes qui ont signé une pétition demandant au gouvernement d'agir. Nous avons aussi révélé les noms de ceux qui étaient à l'origine de ces campagnes de dénigrement.

C'est de cette façon que notre mouvement a attiré l'attention.

La Commission nationale des droits de l'homme du Mexique a dépêché un expert pour rassembler des éléments sur l'affaire. Des sites d'information et des journaux, dont notre magazine *idem ZETA*, ont publié la pétition. Finalement, le Gouvernement de l'État de Tijuana a réagi. Les responsables des attaques ont été démis de leurs fonctions. Et la campagne de dénigrement s'est arrêtée.

Malgré tout, les mêmes mensonges et insultes ont ensuite été repris par d'autres personnes sur les réseaux sociaux, dans des vidéos et des contenus diffusés en direct sur des pages Facebook. J'en ai parlé personnellement à des procureurs et même à des juges, et bien que, cette fois-ci, les auteurs des attaques aient pu être pleinement identifiés, on m'a dit qu'il n'y avait aucun moyen de porter plainte. Ils ont donc continué de s'en prendre à moi, jusqu'à ce qu'ils se lassent.

**D'APRÈS L'ONG ARTICLE 19,
L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES
COMMIS CONTRE LES
JOURNALISTES AU MEXIQUE**

EST DE

>>> >> >

99%

Les attaques sexistes en sont un aspect majeur. En 2017, on a recensé 130 attaques criminelles contre des femmes journalistes, dont 20 étaient liées au genre et sept s'étaient produites dans l'espace numérique. Nous, les femmes journalistes, sommes prises pour cible en raison de notre genre, mais ne pouvons toujours pas demander réparation par la voie judiciaire.

Nous continuerons d'unir nos forces et d'exiger publiquement aux autorités compétentes que les auteurs de ces attaques répondent de leurs actes. C'est la seule solution que nous ayons trouvée. Ils ne nous feront pas taire.

**NOUS CONTINUERONS
DE CONSACRER NOTRE VIE
AU JOURNALISME ET DE
DÉNONCER LA CORRUPTION
ET LE CRIME.**



Adela Navarro Bello

Photo: Eduardo Jaramillo